

SAS EFI-SCIENCES  
Mme Lydie MARCHAIS RENOUX  
Commissaire aux comptes

5 rue Jacques Brel  
Immeuble Les Reflets, Bât A  
44 800 Saint-Herblain

## AURAN

Association

Siège social :  
2 cours du Champ de Mars  
BP 60827  
44008 – NANTES CEDEX 1

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

*Exercice clos au 31/12/2023*

Mesdames, Messieurs,

#### | Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée du 12 juin 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AURAN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 18 avril 2024 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.



## **| Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## **| Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne :

- La comptabilisation des subventions publiques.
- La comptabilisation de l'impact de l'entrée dans le secteur fiscalisable d'une partie de l'activité de l'association (Annexe p.9)
- La comptabilisation et l'évaluation des engagements de retraite selon les hypothèses retenues, (Annexe p. 10)

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **| Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux adhérents**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.



Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

### **| Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **| Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification,

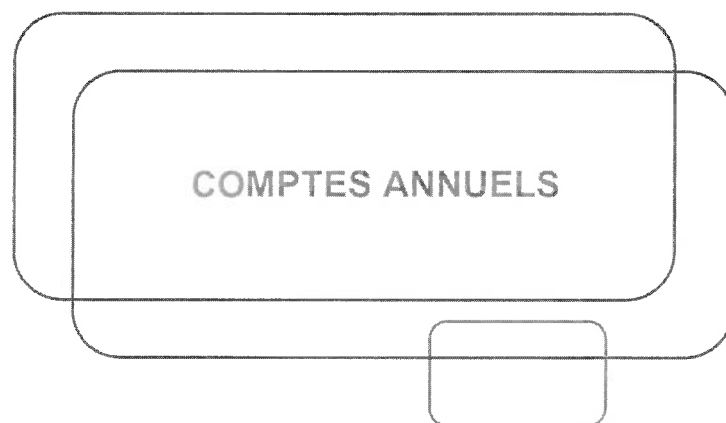
les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint-Herblain, le 24 avril 2024,

Mme Lydie MARCHAIS RENOUX  
SAS EFI-SCIENCES  
Commissaire aux comptes





## Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
<b>ACTIF</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	225		225	225
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom	29 139	29 139		
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	4 495	4 495		
Autres immobilisations corporelles	184 180	163 900	20 279	28 299
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	153		153	
Prêts				
Autres immobilisations financières	416		416	416
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>218 608</b>	<b>197 534</b>	<b>21 073</b>	<b>28 940</b>
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	622		622	
Créances				
Usagers et comptes rattachés	365 834		365 834	910 196
Autres créances	15 795		15 795	122
Divers				
Valeurs mobilières de placement	1 815 485		1 815 485	1 815 485
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 465 319		1 465 319	897 934
Charges constatées d'avance	20 882		20 882	35 814
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>3 683 936</b>		<b>3 683 936</b>	<b>3 659 551</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif				
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>3 902 544</b>	<b>197 534</b>	<b>3 705 010</b>	<b>3 688 492</b>

## Bilan

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
<b>PASSIF</b>		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	2 530 993	2 410 345
<b>EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE</b>	<b>68 197</b>	<b>120 648</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>2 599 189</b>	<b>2 530 993</b>
Apports		
Legs et donations		
Subventions affectées		
<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>		
Résultat sous contrôle		
Droit des propriétaires		
<b>AUTRES FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	467 944	389 696
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>467 944</b>	<b>389 696</b>
Fonds dédiés sur subventions		
Fonds dédiés sur autres ressources		
<b>FONDS DEDIES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	55 593	78 711
Dettes fiscales et sociales	460 766	418 502
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	121 518	270 590
<b>DETTES</b>	<b>637 876</b>	<b>767 803</b>
Ecart de conversion - Passif		
<b>ECARTS DE CONVERSION</b>		
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>3 705 010</b>	<b>3 688 492</b>



## Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
Ventes de marchandises		
Production vendue	166 991	58 095
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	3 191 137	3 410 633
Reprises et Transferts de charge	6 601	12 498
Cotisations		
Autres produits	9	12
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>3 364 738</b>	<b>3 481 239</b>
Achats de marchandises		
Variation de stock de marchandises		
Achats de matières premières		
Variation de stock de matières premières		
Autres achats non stockés et charges externes	538 069	542 643
Impôts et taxes	196 463	218 377
Salaires et Traitements	1 645 885	1 677 381
Charges sociales	810 507	830 535
Amortissements et provisions	29 936	25 009
Autres charges	379	767
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>3 221 239</b>	<b>3 294 712</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>143 498</b>	<b>186 526</b>
Opérations faites en commun		
Produits financiers	2 654	1 236
Charges financières		
<b>Résultat financier</b>	<b>2 654</b>	<b>1 236</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>146 152</b>	<b>187 763</b>
Produits exceptionnels		3 300
Charges exceptionnelles	69 687	70 415
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-69 687</b>	<b>-67 115</b>
Impôts sur les bénéfices	8 268	
Report des ressources non utilisées		
Engagements à réaliser		
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>68 197</b>	<b>120 648</b>
Contribution volontaires en nature		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
<b>Total des produits</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Personnel bénévole		
<b>Total des charges</b>		





## Faits caractéristiques

### Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Sur une partie de son activité, l'association est devenu fiscalisée à partir de décembre 2023.

Cela a conduit à une rétroactivité fiscale au 1er janvier 2023 en matière d'impôt sur les sociétés, et à l'obligation de réaliser des déclarations de TVA depuis janvier 2024.

## Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 3 705 010 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 68 197 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'Association a pour but, pour le compte de ses adhérents ou de tiers, de réaliser des études et des missions de conseil, d'organiser et de mettre en oeuvre des actions dans les domaines de l'urbanisme, l'aménagement, le développement économique, l'environnement, le social, la démographie, l'habitat, l'équipement, les transports, la circulation, la transition énergétique, l'agriculture, les services, la communication, la fiscalité, la gestion, l'information, la documentation et d'une manière générale, dans tout domaine en relation avec les compétences attribuées aux collectivités territoriales et à leurs groupements urbains, périurbains, ruraux et littoraux, notamment à travers les problématiques de cohérence territoriale et de prospective touchant aux équilibres des territoires.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (y compris les frais accessoires) pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

#### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

## Règles et méthodes comptables

### Créances

---

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

---

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

---

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

### Engagement de retraite

---

La convention collective de l'association ne prévoit pas des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé d'accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,2 %
- Taux de croissance des salaires : 5 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 2021)

## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	32 891		3 526	29 364
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>32 891</b>		<b>3 526</b>	<b>29 364</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 495			4 495
- Installations générales, agencements aménagements divers	8 382			8 382
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	174 462	13 325	11 989	175 798
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>187 339</b>	<b>13 325</b>	<b>11 989</b>	<b>188 675</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				153
- Prêts et autres immobilisations financières	416			416
<b>Immobilisations financières</b>	<b>416</b>			<b>569</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>220 646</b>	<b>13 325</b>	<b>15 515</b>	<b>218 608</b>

## Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		13 325		13 325
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<b>Augmentations de l'exercice</b>		<b>13 325</b>		<b>13 325</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service	3 526	11 989		15 515
<b>Diminutions de l'exercice</b>	<b>3 526</b>	<b>11 989</b>		<b>15 515</b>

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	32 666		3 526	29 139
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>32 666</b>		<b>3 526</b>	<b>29 139</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 495			4 495
- Installations générales, agencements aménagements divers	8 382			8 382
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	146 163	21 344	11 989	155 518
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>159 040</b>	<b>21 344</b>	<b>11 989</b>	<b>168 395</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>191 706</b>	<b>21 344</b>	<b>15 515</b>	<b>197 534</b>



## Notes sur le bilan

## Actif circulant

## Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 402 926 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	416		416
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	365 834	365 834	
Autres	15 795	15 795	
Charges constatées d'avance	20 882	20 882	
<b>Total</b>	<b>402 926</b>	<b>402 510</b>	<b>416</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

## Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	320 389
Prod à recevoir organismes sociaux	802
<b>Total</b>	<b>321 191</b>

## Notes sur le bilan

## Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	389 696	69 656			459 352
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges		8 592			8 592
<b>Total</b>	<b>389 696</b>	<b>78 248</b>			<b>467 944</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation		8 592			
Financières					
Exceptionnelles					

## Notes sur le bilan

## Dettes

## Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 637 876 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	55 593	55 593		
Dettes fiscales et sociales	460 766	460 766		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	121 518	121 518		
<b>Total</b>	<b>637 876</b>	<b>637 876</b>		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

## Charges à payer

	Montant
Fournisseurs factures non parvenues	21 556
Congés payés charges à payer	138 209
Rtt, charges à payer	2 343
Organismes sociaux charges à payer	77 131
Etat charges à payer	18 399
<b>Total</b>	<b>257 638</b>

## Notes sur le bilan

## Comptes de régularisation

## Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges d'exploit. const. d'avanc	20 882		
<b>Total</b>	<b>20 882</b>		

## Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	121 518		
<b>Total</b>	<b>121 518</b>		

## Autres informations

Le montant des engagements retraite s'élève à 459 K€ au 31 décembre 2023

## Notes sur le compte de résultat

### Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Rémunération des commissaires aux comptes

##### Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 10 310 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

#### Résultat financier

Produits financiers:

Il existe des plus values latentes sur les valeurs mobilières de placement estimées au 31 décembre 2023 à 848 K€.

### Charges et Produits exceptionnels

#### Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	31	
Provisions réglementées sur stocks	69 656	
<b>TOTAL</b>	<b>69 687</b>	

Les charges et les produits exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'Association, mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leurs montants.

Les charges exceptionnelles correspondent à l'actualisation de l'indemnité de départ en retraite pour un montant de 69.7 K€.